

INDE

Usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques dans la vallée de la Narmada

Index AI : ASA 20/039/2005

ÉFAI

Vendredi 23 décembre 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est très préoccupée par les informations qui lui sont parvenues signalant un recours excessif à la force par des policiers lors d'une manifestation pacifique le 17 décembre à Badwani, dans l'État du Madhya Pradesh, au centre de l'Inde. L'organisation appelle le gouvernement du Madhya Pradesh à ouvrir immédiatement une enquête indépendante sur les événements qui se sont produits.

Des centaines de personnes du Madhya Pradesh et de l'État voisin du Gujarat étaient en train de manifester pour protester contre les travaux en cours du barrage de Sardar Sarovar sur le fleuve Namada. Les manifestants craignaient que leur droit à compensation, sous forme d'attribution de nouvelles terres après leur récent déplacement, ne soit pas respecté. Selon les décisions de la Cour suprême d'octobre 2000 et mars 2005, les paysans déplacés doivent se voir attribuer des terres cultivables en lieu et place de leurs anciennes terres. Les craintes subsistent cependant que les personnes déplacées ne se voient accorder qu'une compensation financière.

Les manifestants ayant demandé à rencontrer Viswa Mohan Upadhyaya, le *District Collector* (percepteur ayant des pouvoirs administratifs et judiciaires) de l'État, les forces de police auraient répliqué en faisant usage de matraques contre les manifestants. Vingt personnes, parmi lesquelles cinq femmes, auraient été blessées et hospitalisées. De multiples fractures à la main auraient été constatées chez un garçon de treize ans, Suren Jagan, du village d'Avalda, dans l'État du Madhya Pradesh.

Amnesty International est préoccupée par ces événements et demande instamment au gouvernement du Madhya Pradesh de veiller à ce que le droit de réunion pacifique soit respecté ; l'organisation demande également aux autorités de veiller à ce que les policiers respectent les droits humains et n'aient recours à la force que lorsque cela est strictement nécessaire et seulement dans la mesure exigée par l'accomplissement de leurs fonctions. L'organisation appelle enfin le gouvernement à veiller à ce que les décisions de la Cour suprême

soient respectées, de même que les droits des personnes déplacées.

Complément d'information

Les manifestants se rattachaient au *Narmada Bachao Andolan* (Mouvement de sauvegarde de la Narmada), un mouvement de défense de l'environnement bien ancré dans la société civile, qui mène depuis vingt ans des campagnes contre les conséquences sociales et environnementales des grands barrages dont la construction est en cours dans le cadre d'un Projet de développement de la vallée du fleuve Narmada.

La Narmada est le cinquième plus grand fleuve de l'Inde. Il coule vers l'ouest sur une longueur de 1 312 kilomètres avant de se jeter dans la Golfe de Cambay au Gujarat. Le Projet de développement de la vallée du fleuve Narmada, qui s'étend sur vingt ans, est destiné à offrir au pays à la fois énergie et irrigation des campagnes. Il prévoit la construction de trente ouvrages dont deux grands barrages et concerne les États du Madhya Pradesh, du Gujarat, du Maharashtra et du Rajasthan. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>